UNRWA

«Ce qui est incroyable, c'est que nous sommes confrontés à une famine artificielle provoquée par l'homme»

Interview de Philippe Lazzarini accordé à Pavel Tsukanov*

Dans une interview spéciale accordée à TASS, Philippe Lazzarini, commissaire général de l'«Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient» (UNRWA), a donné un aperçu de sa visite en Russie, soulignant le soutien que Moscou a apporté à l'agence humanitaire et évoquant les motivations derrière les tentatives de certains pays de démanteler l'UNRWA et de saper les intérêts des Palestiniens.

* * *

TASS: Monsieur Lazzarini, je sais que vous avez un emploi du temps chargé ici à Moscou. Je vous remercie de votre temps et de votre disponibilité pour cet interview. Votre dernière visite en Russie, en juin 2021, a eu lieu après l'escalade entre les Israéliens et les Palestiniens. Aujourd'hui, la situation dans la bande de Gaza est plus aiguë que jamais. Pourriez-vous nous donner quelques aperçus de l'objectif de votre visite et des résultats que vous espérez obtenir?

Philippe Lazzarini: Je vous remercie de votre invitation. En fait, vous avez presque répondu à la question en la posant. Je suis à Moscou aujourd'hui parce qu'une réunion des membres des BRICS sur le Moyen-Orient a lieu au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères ou des envoyés spéciaux. J'ai reçu cette invitation pour m'adresser aux BRICS en tant que groupe. Je reviens tout juste de New York, où j'ai également participé au Conseil de sécurité. Comme vous le savez, notre organisation est confrontée à une crise sans précédent. Nous sommes déjà confrontés à une crise sans précédent à Gaza. De plus, l'Agence est maintenant sous pression et de nombreuses demandes sont formulées, y compris par le gouvernement israélien, pour qu'elle dissolve ou cesse ses activités dans la bande de Gaza.

* *Philippe Lazzarini* (né en 1964) est un diplomate italo-suisse. Depuis 2020, il est commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Le Suisse Philippe Lazzarini est à la tête de l'organisation humanitaire UNRWA depuis 2020. (UN Photo)

Mon objectif est à présent d'avertir les Etats membres des Nations-Unies, dans le cadre de cette plate-forme, des conséquences qu'aurait le démantèlement de l'UNRWA à Gaza, à Jérusalem, à Jérusalem-Est ou en Cisjordanie. Tout d'abord, cela aurait un impact sur notre capacité collective à répondre à la crise actuelle, qui est sans précédent. Comme nous le savons, la bande de Gaza est un lieu de tous les superlatifs, si vous regardez le nombre de personnes tuées, le nombre d'enfants tués, le nombre d'installations médicales et d'hôpitaux détruits, l'ampleur des destructions, l'ampleur des déplacements de population dans la bande de Gaza, et aujourd'hui, nous parlons même d'une famine artificielle qui se profile. Le démantèlement de l'organisation la plus importante, qui est aussi la colonne vertébrale de l'aide internationale à Gaza, ne peut qu'affaiblir nos efforts communs pour éviter cette famine imminente.

Mais deuxièmement, je mets également en garde contre les conséquences dans une période de transition. Supposons que nous ayons un cessez-le-feu demain. Entre le cessez-le-feu et le «jour d'après», il ne s'écoulerait pas beaucoup de temps. Ou, comme je l'appelle, le «jour d'entre-deux». Il pourrait durer un, deux ou trois ans. Pendant cette période, les besoins humanitaires seront extraordinaires et de longue durée. L'UNRWA est la seule organisation capable de fournir des services de base, comme l'accès aux soins de

santé primaires ou à l'éducation, en l'absence d'un Etat qui fonctionne. Mon appel aux Etats membres est donc le suivant: si nous supprimons l'UNRWA dans une telle phase de transition, nous ne ferons qu'accroître le désespoir des gens. Nous pourrions semer les graines du ressentiment, de la vengeance et de la violence à venir, et nous pourrions également saper tout processus politique. L'un des principaux objectifs est de s'adresser également aux pays qui forment les BRICS. Pour cela, je suis très reconnaissant d'avoir reçu cette invitation.

Pourriez-vous nous donner votre point de vue sur les efforts d'aide humanitaire de la Russie dans la bande de Gaza, ainsi que sur son attitude envers l'UNRWA et la crise persistante à laquelle l'agence humanitaire est confrontée?
En tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie a toujours soutenu politiquement l'organisation humanitaire, et je pense que c'est important. Cela a été le cas au cours des dernières décennies, cela continue d'être le cas, et je pense que ce soutien est également montré et exprimé par l'invitation que j'ai reçue aujourd'hui pour parler devant les membres des BRICS.

L'ONU a souligné à plusieurs reprises l'ampleur sans précédent des souffrances humaines dans la bande de Gaza. Et selon les dernières statistiques du ministère palestinien de la Santé, le nombre de morts dans la bande de Gaza a malheureusement dépassé la barre des 34 000 personnes. Certains pays restent toutefois sceptiques quant à ces chiffres. Quelle confiance accordez-vous à ces statistiques?
Dans une situation de guerre, il est très difficile d'avoir des chiffres précis. Mais je pense que les chiffres qui sont publiés donnent une assez bonne idée de l'ampleur du nombre de personnes qui ont été tuées à Gaza. Et c'est terrible. C'est sans précédent, si l'on considère que plus de 30 000 personnes ont été tuées en six mois. Nous savons que parmi elles se trouvent 13 000 enfants. Nous savons qu'il y a eu plus d'enfants tués à Gaza en six mois que dans tous les conflits dans le monde au cours des quatre dernières années. L'ampleur des destructions n'a donc jamais été aussi grande.

Ce que je veux dire, c'est que dans le passé, chaque fois qu'il y avait des statistiques sur les personnes tuées, personne ne les remettait vraiment en question, parce que nous avons tou-

Des centaines de milliers de personnes en fuite. Chassées par les bombes. Il faut leur fournir le minimum vital. (Photo © UNRWA photo by Ashraf Amra)

jours pensé que le ratio était généralement plausible. Aujourd'hui, si je regarde le nombre de membres du personnel de l'UNRWA tués, 180, et que je le compare au nombre total de nos employés, 13 000, et que je regarde ensuite le nombre de personnes tuées dans la population de Gaza au sens large, nous le comparons à la population totale, et nous constaterons plus ou moins le même rapport. Je pense donc que le rapport dans ce cas est bien quelque chose qui semble malheureusement possible.

Pouvez-vous affirmer avec une grande certitude que le chiffre de 34 000 n'est pas une surestimation?
Je ne dirais pas qu'il s'agit d'un chiffre exact, mais je pense que le nombre de personnes tuées est certainement de cet ordre de grandeur. Et je ne suis même pas sûr que ce chiffre englobe tous ceux qui sont encore sous les décombres, car la plupart du temps, le nombre de morts est déclaré et enregistré par les hôpitaux. Je dirais donc que le pourcentage indiqué pourrait malheureusement être proche de la réalité. Elle pourrait même être plus élevée ou disproportionnée. Et je ne pense pas qu'il s'agisse d'une surestimation.

Certains rapports indiquent qu'Israël a proposé de dissoudre l'UNRWA et de transférer son personnel vers une autre organisation des Nations Unies. Pouvez-vous confirmer si l'organisation mondiale a reçu jusqu'à présent de tels documents sous forme écrite en tant que demande formelle?
Je n'ai connaissance d'aucun de ces documents, mais je sais très bien que le gouvernement israélien demande la dissolution de l'UNRWA. Je sais très bien qu'il y a des discussions pour savoir qui

peut remplacer l'UNRWA et pour quel type d'activités à Gaza. C'est en fait aussi ce dont j'ai discuté aujourd'hui, ce dont j'ai discuté la semaine dernière, à savoir que nous devons être prudents ensemble. Vous vous souvenez peut-être que nous avons reçu cette semaine le rapport final d'un organe de révision indépendant, qui a clairement souligné le caractère irremplaçable et indispensable de l'Agence. Cela signifie qu'aujourd'hui, même en matière d'aide humanitaire aiguë, aucune agence n'est en mesure de reprendre les activités de l'UNRWA à Gaza.

L'UNRWA compte 13 000 employés à Gaza. La plus grande organisation suivante des Nations Unies compte tout au plus une centaine d'employés. Vous ne pouvez donc pas prendre le relais comme ça. Si vous ne regardez que l'aide alimentaire dans la bande de Gaza, nous fournissons plus de la moitié de l'approvisionnement dans la bande de Gaza, le reste étant assuré par le Programme alimentaire mondial et d'autres ONG internationales. Mais il n'y a pas non plus d'organisation qui puisse prendre le relais et garantir l'accès aux soins de santé primaires ou à l'éducation comme nous le faisons. Seul un gouvernement ou une administration qui fonctionne pourrait le faire.

Pensez qu'à Gaza, nous avions 300 000 filles et garçons dans nos écoles primaires et secondaires. Si vous prenez également en compte ceux qui étaient dans les écoles de l'Autorité palestinienne, cela représente plus d'un demi-million de filles et de garçons. Si l'UNRWA devait partir, qui d'autre prendrait le relais en l'absence d'un Etat fonctionnel? Il n'y a pas d'ONG ni d'agence des Nations Unies capable de fournir des services publics comme l'UNRWA l'a fait jusqu'à présent.

Oui, je suis conscient de l'objectif de démanteler l'UNRWA, et c'est pourquoi nous devons protéger l'agence humanitaire de ce type de pression. Je suis conscient qu'il y a eu quelques discussions sur la question de savoir qui d'autre pourrait reprendre certaines activités de l'agence, mais je ne cesse de dire que cette discussion est totalement à courte vue, car l'UNRWA est bien plus qu'une simple distribution de nourriture, c'est un service médical de base, c'est l'éducation, et ce sont des services de type gouvernemental qu'aucune autre organisation ne peut reprendre. Et le seul qui pourra les assumer sera le futur Etat de Palestine, dès que nous aurons trouvé une solution politique.

Pensez-vous que l'UNRWA pourra résister aux pressions extérieures et ne cessera pas d'exister tant que la crise humanitaire aiguë à Gaza ne sera pas terminée?

Eh bien, le danger est là. Vous avez peut-être vu le week-end dernier un appel en Cisjordanie et dans la bande de Gaza disant que plus de 80% des Palestiniens pensent qu'une dissolution de l'UNRWA signifierait également la fin d'une solution à deux Etats. Bien que je pense que les efforts visant à dissoudre l'UNRWA se poursuivront, l'objectif principal de ces efforts est de nature politique. Il s'agit de retirer aux Palestiniens leur statut de réfugié, et le représentant d'Israël au Conseil de sécurité l'a clairement exprimé la semaine dernière. Il a déclaré que l'UNRWA perpétuait le problème des réfugiés. Mais ce n'est pas l'UNRWA qui maintient le problème des réfugiés, c'est l'absence de solution politique qui maintient le statut de réfugié. C'est comme si vous disiez que l'aide humanitaire maintient un conflit. Non, un conflit est maintenu par l'absence de solution politique.

Là encore, j'ai clairement attiré l'attention des Etats membres sur le fait que nous devions nous défendre, car l'intention réelle de dissoudre l'agence est de nature politique et pourrait à l'avenir saper les efforts visant à trouver une solution politique et un véritable Etat palestinien.

Vous diriez donc que si le bon sens l'emporte, l'UNRWA continuera d'exister et poursuivra son travail actuel et son aide humanitaire?

Cela dépend de ce que signifie le bon sens. Mon bon sens suggérerait une solution politique. Et s'il y a une solution politique, l'UNRWA peut être supprimée. Cela signifie que l'Etat prend alors ses responsabilités. Et notre raison d'être disparaît. L'UNRWA a été créée pour être une organisation temporaire, malheureusement permanente, pour 75 ans. Maintenant, si nous nous engageons vraiment à trouver une solution, nous pourrons rétablir le caractère temporaire de l'organisation et nous soutiendrions toute transition menant à une solution.

Oui, j'espère vraiment que nous serons en mesure de remplir notre rôle et notre mandat jusqu'à ce qu'une telle solution soit trouvée. Pour que cela soit possible, nous devrons faire des efforts pour y parvenir. Je pense que la tentation de se débarrasser de l'UNRWA et de dissoudre l'agence persistera. Il y aura encore beaucoup de pressions politiques et c'est pourquoi je de-

mande aux Etats membres de nous aider à protéger le mandat de l'agence afin que nous puissions continuer à accomplir ce que l'on attend de nous jusqu'à ce qu'une solution politique soit trouvée. Cela va-t-il se produire? Je l'espère. C'est le combat que nous menons actuellement.

Pouvez-vous décrire les canaux par lesquels Israël fait avancer la décision de dissoudre l'UNRWA?

Ils nous posent de nombreux défis. Tout d'abord, il y a eu beaucoup de campagnes de diffamation, de désinformation et d'accusations, puis les Etats membres ont été invités à cesser de financer l'organisation. Vous vous souvenez qu'il y avait des accusations contre 12 employés qui auraient pu être impliqués dans le massacre du 7 octobre. J'ai trouvé ces accusations si horribles qu'après avoir consulté le secrétaire général de l'ONU, *Antonio Guterres,* j'ai décidé de mettre fin au contrat de ces 12 personnes, et une enquête a été ouverte pour examiner tous les cas individuels. Et le Secrétaire général a également commandé une enquête pour examiner l'ensemble de la gestion des risques de notre organisation et déterminer si elle est appropriée pour préserver la neutralité de l'organisation.

Ce rapport est sorti cette semaine et indique que l'Agence est non seulement indispensable et irremplaçable, mais qu'elle a également développé des politiques et des systèmes plus robustes que ceux de toute autre agence des Nations Unies ou ONG internationale, mais qu'en raison de la complexité de l'environnement dans lequel nous opérons et du caractère unique de l'organisation, nous pouvons toujours faire plus pour améliorer notre conformité. Et c'est ce que nous allons faire.

Il y a donc eu beaucoup de campagnes de dénigrement sur l'agence et sur notre manque de neutralité, mais en Israël, il y a également eu des efforts législatifs au Parlement visant à interdire la présence de l'agence. Nous avons observé les demandes répétées du gouvernement israélien de dissoudre l'agence et de faire en sorte que l'UNRWA ne joue plus aucun rôle à Gaza le «jour d'après».

Nous sommes confrontés à des tracasseries bureaucratiques, les visas de notre personnel n'étant plus délivrés que pour un mois ou deux et non plus pour un an. Le ministère israélien des Finances tente de supprimer notre immunité et nos privilèges en matière d'impôts. Il y a donc

Sans l'infrastructure de l'UNRWA, l'approvisionnement est impossible. (Image © UNRWA photo by Ashraf Amra)

une série d'activités visant à réduire la marge de manœuvre de l'agence et à rendre son travail presque impossible.

Il n'y a que dans la bande de Gaza que les gens savent que nous avons été empêchés d'organiser des convois du sud vers le nord, alors qu'il y a une famine et une faim aiguës dans le nord. L'UNRWA a donc été empêchée d'acheminer ses convois directement vers le nord.

Israël tente-t-il de réaliser seul ce démantèlement de l'organisation ou y a-t-il d'autres acteurs qui soutiennent Israël dans cette campagne?

Je pense qu'il s'agit d'une position du gouvernement israélien. Je ne suis pas au courant que d'autres gouvernements la soutiennent activement, mais je pense aussi – et je mets en garde les autres Etats membres contre cela – que nous devons nous assurer que cette question n'est pas seulement abordée de manière technique, mais qu'elle requiert également notre attention et notre vigilance politiques. Si nous n'avons pas cette attention politique, le travail de l'UNRWA pourrait être affaibli.

Je pense que l'intention d'Israël de dissoudre l'UNRWA trouve un écho à l'étranger, notamment dans les parlements. Vous avez vu que le Congrès américain a récemment décidé d'interdire tout financement à l'UNRWA. C'est donc le genre de traction à laquelle nous sommes confrontés. Mais je sais aussi que cette discussion a parfois lieu dans d'autres parlements. Il y a donc un certain mouvement parmi les politiciens, mais il ne se traduit pas forcément en politique gouvernementale.

Comme vous l'avez mentionné, 12 employés de l'UNRWA ont été licenciés. Pensez-vous qu'après la publication du rapport cette semaine, la

confiance en certains d'entre eux pourra être restaurée et qu'ils pourront poursuivre leur travail au sein de l'agence?
Nous avons 12 employés qui ont été licenciés. A partir d'aujourd'hui, un employé a été réintégré parce qu'il a été complètement blanchi, mais les autres sont toujours licenciés.

Des rapports antérieurs de l'UNRWA ont affirmé que des employés de l'organisation humanitaire avaient été torturés par les autorités israéliennes et qu'il y avait eu des victimes parmi le personnel de l'organisation humanitaire pendant le conflit. Vous avez plaidé en faveur d'une enquête indépendante des Nations Unies sur ces événements. Pensez-vous que la «Cour pénale internationale» (CPI) pourrait être utilisée pour enquêter sur ces événements?
Je ne sais pas quelle est la meilleure voie à suivre, mais il est vrai que j'ai demandé aux membres du Conseil de sécurité d'enquêter et de rendre des comptes sur le mépris flagrant et l'attaque des locaux et de l'engagement du personnel des Nations Unies. Car si nous ne le faisons pas, nous établirons une nouvelle norme basse pour les conflits futurs. Si vous regardez le nombre de membres du personnel tués – 180, le nombre d'écoles et d'autres installations endommagées – plus de 160, où plus de 400 personnes ont été tuées alors qu'elles cherchaient la protection de l'emblème de l'ONU. Plus de mille personnes ont été blessées alors qu'elles cherchaient la protection.

Certains de nos locaux, après avoir été évacués, ont été utilisés à des fins militaires, soit pour la présence de l'armée israélienne, soit pour celle des troupes du Hamas ou d'autres combattants palestiniens. Nous avons reçu des allégations de collaborateurs qui ont été arrêtés et qui ont ensuite fait état de mauvais traitements et de tortures. Nous entendons également parler de tunnels découverts sous nos locaux. Tout cela constitue un mépris flagrant pour les Nations Unies et chaque Etat membre devrait s'en inquiéter.

Alors oui, nous avons besoin d'une enquête. Oui, nous devons rendre des comptes. Quelle est la meilleure plateforme pour cela, je ne le sais pas encore. Cela pourrait être une CPI, cela pourrait être une commission d'enquête. La voie à suivre doit encore être définie et je suis sûr que nos experts nous diront quelle est la meilleure voie à suivre. Mais je demande que nous ne laissions pas l'affaire s'enliser sans savoir exactement ce qui s'est passé, pourquoi cela s'est passé et sans demander des comptes aux responsables.

Maintenant que certains Etats donateurs ont cessé de financer l'UNRWA, à combien estimez-vous le nombre de Palestiniens de la bande de Gaza qui ne reçoivent actuellement plus l'aide nécessaire?
Il est difficile de répondre à cette question en soi, car l'UNRWA continue de fonctionner. Lorsque les accusations ont été rendues publiques en janvier, jusqu'à 16 pays avaient suspendu leurs contributions à l'agence humanitaire et, à ce moment-là, je n'avais plus de visibilité sur une période de deux ou trois semaines.

La bonne nouvelle, c'est que la plupart des pays qui avaient suspendu leurs contributions sont maintenant revenus sur leur décision et ont versé ou repris leur contribution. Pour certains autres pays réticents [dont la Suisse, *réd.*], nous disposons désormais d'un rapport mieux pondéré, publié cette semaine, et je suis prudemment optimiste quant au fait qu'il nous aidera à restaurer la confiance de notre base de donateurs.

Le seul pays qui ne contribuera pas à l'Agence est le principal bailleur de fonds de l'Agence, mais nous savons qu'il n'y aura pas de contribution jusqu'en mars 2025. Nous parlons des Etats-Unis, nous devons donc trouver des moyens de combler le vide laissé par les Etats-Unis. Et c'est pourquoi je me concentre aussi beaucoup sur l'encouragement des donateurs actuels à augmenter leur contribution, mais aussi à faire monter de nouveaux donateurs à bord.

Le contre-argument du gouvernement américain pourrait être qu'il fournit lui-même certaines aides humanitaires. Ils larguent par exemple de l'aide humanitaire par les airs. Pensez-vous que ce type d'effort puisse remplacer complètement les fonds manquants?
Non, nous savons que le largage aérien ne peut pas compenser le manque d'approvisionnement par voie terrestre dans la bande de Gaza. Et encore une fois, l'UNRWA est l'organisation qui est présente partout et qui a du personnel partout. Je ne pense pas qu'une autre organisation puisse prendre le relais très rapidement. Les autres organisations ont également clairement fait savoir que nous n'aurions pas les capacités nécessaires. L'UNRWA restera donc un parte-

naire et un acteur important, surtout dans cette situation aiguë, et il devrait être dans notre intérêt commun que l'agence humanitaire ne s'effondre pas par manque de moyens. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle de nombreux donateurs sont revenus, tandis que d'autres ont exceptionnellement décidé de soutenir l'organisme de secours. Nous devons trouver des moyens de compenser le manque de fonds américains cette année.

Il a été rapporté précédemment que l'UNRWA serait en mesure de poursuivre ses activités jusqu'en juin avec les ressources actuelles. Ce calendrier a-t-il été réévalué?
Nous vivons au jour le jour sur une base mensuelle. Avec ce que je sais, je peux dire aujourd'hui avec certitude que nous couvrirons les besoins jusqu'à la fin juin. Ce qui se passera ensuite, je ne le sais pas. Tout dépend si les donateurs ont annoncé leur contribution, s'ils paient à temps, si de nouveaux donateurs arrivent. Notre situation financière est très précaire depuis plus de quatre ans. Nous sommes même la seule agence à fonctionner avec un cash-flow négatif, ce qui est très inquiétant pour les communautés et le personnel. Mais je reste prudemment optimiste et je pense que nous trouverons un moyen de combler ce déficit d'ici la fin de l'année.

Dans quelle mesure pensez-vous que l'éventuelle opération d'Israël à Rafah pourrait aggraver la crise humanitaire existante dans la bande de Gaza?
Nous sommes tous extrêmement préoccupés par la probabilité d'une offensive à Rafah. Il y a plus de 1,45 million de personnes déplacées, qui se concentrent déjà dans le sud. Une telle opération aurait lieu au milieu d'un océan de personnes. Nous pensons, mais nous ne sommes pas les seuls, la communauté internationale et tous les Etats membres ont insisté sur le fait que cette offensive ne devrait pas avoir lieu, que d'autres voies devraient être explorées plutôt que de créer un niveau supplémentaire de tragédie qui se déroule déjà sous nos yeux. Rafah est donc très préoccupante. L'idée que l'opération terrestre puisse se poursuivre est extrêmement préoccupante. Les gens sont très inquiets parce qu'ils ne savent pas où aller.

Pensez-vous qu'Israël sera en mesure d'assurer un passage sûr?

Tant qu'il n'y a pas de solution politique, l'aide de l'UNRWA est nécessaire. (Photo © UNRWA photo by Hussein Owda)

Il est très difficile de comprendre ce qui est sûr à Gaza. Nous avons toujours eu le sentiment qu'il n'y avait pas d'endroit vraiment sûr à Gaza. Alors, un passage sûr vers quoi? Vers des lieux sûrs? Mais un lieu sûr doit être sûr, et jusqu'à présent, au cours des 6-7 derniers mois, il s'est avéré qu'un tel lieu sûr n'existe pas.

D'un point de vue réaliste, il n'y a donc pas de possibilité de «passage sûr»?
Il n'y a pas de lieu sûr dans la bande de Gaza. Et s'il y avait un lieu sûr, le nombre de morts depuis le début de la guerre ne serait pas aussi élevé.

Pensez-vous que le nouveau paquet d'aide militaire américaine à Israël pourrait encore aggraver la crise?
Vous savez, ma crainte en ce moment est de savoir ce que l'armée israélienne a l'intention de faire, qu'il y ait ou non une aide militaire. Il semble qu'une intervention militaire de grande envergure soit en préparation à Rafah. Et quand il s'agit de l'impact que cela pourrait avoir sur la population civile, l'idée est tout simplement insupportable. Ce qui est insupportable, c'est l'idée que les gens qui ont été déplacés tant de fois, qui vivent dans la rue, qui ont presque tout perdu, seront à nouveau ceux qui devront payer le prix d'une opération militaire de grande envergure.

Si nous parlons de chiffres, combien de personnes pourraient être victimes d'une telle opération?
Je ne veux pas spéculer, mais nous parlons aujourd'hui de 34 000 morts pour l'ensemble de la bande de Gaza. C'est l'estimation qui est diffusée. Chaque jour, davantage de personnes sont

tuées et davantage d'enfants sont tués. Il ne fait aucun doute que des milliers d'autres personnes seront tuées lors d'une telle offensive. Et je ne comprends pas que, malgré ce nombre énorme, la communauté internationale n'ait pas réussi à mettre un terme à cette tuerie, à ce massacre. Et je ne comprends pas pourquoi cela n'a pas encore débouché sur un cessez-le-feu. Et un cessez-le-feu, comme nous le savons tous, signifierait que nous pourrions construire sur cette base. Au lieu de parler de nouvelles opérations militaires, nous devrions plutôt parler de la libération des otages, de l'augmentation de l'aide et de l'avenir.

Je pense que le cessez-le-feu pourrait sauver des milliers de vies. Et s'il n'y a pas de cessez-le-feu, d'autres personnes seront tuées.

Voyez-vous une voie prévisible pour que la bande de Gaza et ses habitants retrouvent la stabilité et des conditions de vie durables une fois que l'escalade actuelle avec Israël aura pris fin, ou deviendra-t-elle un no man's land?

Vous voyez, il y a ce niveau de destruction. Et bien sûr, la bande de Gaza n'est pas seulement détruite, elle est aussi contaminée par des engins non explosés. Il faudra donc un grand effort commun, et je pense qu'il y aura des progrès dans la reconstruction de Gaza si nous avons sur la table une solution politique solide et à terme, dont les Israéliens, les Palestiniens et la communauté internationale sont convaincus.

Je pense que c'est la seule façon pour Gaza d'envisager l'avenir. Mais cela prendra beaucoup de temps. Cela demandera aussi beaucoup de soins. Il ne s'agit pas seulement d'une solution politique, mais nous devons faire face au profond traumatisme des Palestiniens, à la fois collectivement et individuellement. Nous devons également nous pencher sur le traumatisme provoqué en Israël par le massacre du 7 octobre. Nous devons reconnaître ces traumatismes respectifs. Et ce n'est qu'en le reconnaissant que nous pourrons envisager l'avenir avec plus de confiance. Car en fin de compte, je pense que les Palestiniens et les Israéliens n'auront pas d'autre choix que de vivre ensemble en tant que voisins.

Quelles sont, selon vous, les leçons à tirer de l'escalade israélo-palestinienne actuelle pour améliorer le travail de l'agence UNRWA à l'avenir? Avez-vous déjà identifié certains mécanismes qui doivent être modifiés si cela doit se faire?

L'UNRWA a été évaluée plus d'une fois. Nous sommes certainement l'une des organisations les plus examinées, et l'efficacité des services que nous fournissons a également été démontrée. Mais il sera désormais important pour l'UNRWA de voir comment nous pouvons établir un meilleur partenariat avec d'autres organisations des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales et même les pays d'accueil, afin de garantir que les réfugiés palestiniens continuent à avoir accès à des services de qualité. Et ces services de qualité sont fournis sous le mandat de l'UNRWA, mais pas nécessairement toujours directement par l'UNRWA. Et je pense que c'est quelque chose que nous devrons examiner à l'avenir.

Il ne s'agit pas que l'UNRWA distribue l'aide indirectement, mais il est important que les réfugiés palestiniens aient accès à ces services. Je ne pense pas que l'UNRWA demanderait à quiconque d'assurer l'éducation en son nom, mais si vous regardez par exemple la nourriture, nous ne pouvons pas à nous seuls fournir de la nourriture à tous les habitants de Gaza, et il est bon que nous ayons d'autres organisations prêtes à fournir de la nourriture. Je pense qu'il est important de garder à l'esprit que ce faisant, elles aident également l'UNRWA à remplir son mandat.

Je vais maintenant revenir sur certaines de vos questions. Je pense qu'il est important que, si nous nous engageons réellement dans une solution politique, nous puissions rétablir le rôle temporaire de l'UNRWA, que nous devrions, selon moi, protéger, et que nous soyons en mesure de soutenir l'émergence d'une future administration et d'un futur Etat palestiniens. Car notre objectif ultime est le transfert, et c'est ce que nous devons faire.

Pour le reste, les leçons que nous avons tirées concernent le manque de confiance d'un certain nombre de partenaires dans l'Agence, ce qui est très fortement lié à des problèmes de perception comme la neutralité. Nous ne devons jamais oublier que notre agence dépend d'un personnel issu de la communauté que nous soutenons, et que ces personnes souffrent autant que le reste de la communauté et ont des sentiments; mais en même temps, ce sont des employés de l'ONU et nous attendons d'eux qu'ils se comportent comme des fonctionnaires de l'ONU. Et le rapport que nous avons reçu cette semaine va nous aider à renforcer encore notre mécanisme pour

donner à nos donateurs la confiance que l'UNRWA est effectivement une organisation indispensable, mais aussi neutre.

Avant de conclure cet entretien, souhaitez-vous mentionner quelque chose?
La crise dans la bande de Gaza est sans précédent en raison de l'ampleur de la souffrance, mesurée par le nombre de personnes tuées par rapport à la population: le nombre d'enfants, le nombre d'employés de l'ONU, le nombre de médias, le nombre d'employés médicaux et l'ampleur de la destruction en général. Et ce qui est incroyable, c'est que nous sommes confrontés à une famine artificielle d'origine humaine qui s'étend sous nos yeux et qui ne peut être combattue que par une volonté politique. C'est tout.

Source originale: https://tass.com/world/1781577, 28 avril 2024

(Traduction française: https://www.palaestina.ch/fr/)